

Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
En exercice 86	28 novembre 2017	05 décembre 2017
Quorum 75		
Votants 83		
Suffrages exprimés : 83		

Séance du 13 décembre 2017

N°171213-09

L’an deux mil dix-sept, le 13 décembre à 19 h 30, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, en l’Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

Etaient présents :

Jean-François ALIGNY, Patrick BARTHÉLÉMY, Maurice BEAUFILS, Rémy BELLANGER, Chantal BERTEAU, Pierre-Luc BILLIEZ, Jean-François BOQUET, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BREANT, Jean BUGEON, Hubert BUQUET, Danièle CAMINADE, Raymond CARPENTIER, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Jacques CHEVALLIER, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Jean-Michel COLOMBEL, Jean-Marc COPPENS, Odile COUROYER, Enrick DE BRABANDERE, Stéphane DEGREMONT, Claude DESAEGER, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Philippe DUFOUR, Isabelle DUJARDIN, Isabelle DUJARDIN, Annie DUMENIL, Philippe ETIENNE, Thierry FABAREZ, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Daniel FREBOURG, Jean-Marie GEORGES, Laurent GODEFROY, Christine GROUT-LIMARE, Françoise GUILLOT, Christiane HERVIEUX, Hervé JOLLY, Pascal LARGILLET, Jacques LEBALLEUR, François-Pierre LECLUSE, Agnès LEDUC, Jacques LEFRANCOIS, Yves LEFRIQUE, Daniel LEGROS, Didier LEMAISTRE, Jérôme LHEUREUX, Jean-Louis LUYPAERT, Françoise MARIE, Paul MENARD, Nicolas MOLETTE, Sylvain MONNIER, Benoît MOREAU, William MOUCHE, Yvon PESQUET, Régis PETIT, Alain POILVE, Joël SALLE, Daniel SEIGNEUR, Michel SERY, Jean-Pierre THEVENOT, Pascal VANIER, Michel VIARD, Patrick VICTOR et René VIMONT.

Etaient absents représentés par le suppléant :

M. Jean-Luc COTARD représenté par M. Olivier TASSEL,
Mme Marie-Pierre VASLIN représentée par M. Bertrand COUTURIER
M. Patrice FAUCON représenté par M. Jean-Paul BEUVIN

Etaient absents excusés avec pouvoir :

M. Bertrand CARPENTIER a donné pouvoir à M. Daniel FREBOURG
M. Philippe CARREIN a donné pouvoir à Mme Odile COUROYER
Mme Dominique CHAUVEL a donné pouvoir à M. Alain POILVE
Mme Brigitte HATTON a donné pouvoir à Mme Agnès LEDUC
M. David LAMBION a donné pouvoir à M. Jean-Claude CLAIRE
M. Michel LIEURY a donné pouvoir à M. Jérôme LHEUREUX
M. Hervé MOUQUET a donné pouvoir à M. Jean-Marc COPPENS
Mme Aurore RAUCH a donné pouvoir à M. Pascal LARGILLET

Absents :

MM Pierre-Yves JEGAT, Alain LETARD et Mme Justine MORTELECQUE

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux) a été élue secrétaire de séance.

*-***

Objet :

FINANCES – Zones industrielles – Décision modificative n°2/2017

N°09

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Vu l'article L.1612-11 du CGCT qui donne la possibilité d'apporter en cours d'année des modifications au budget.

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 24 novembre 2017.

Vu l'avis favorable du bureau élargi en sa séance du 30 novembre 2017.

**Le Conseil Communautaire,
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **accepte les modifications présentées dans les tableaux ci-dessous :**

RECAPITULATIF DE LA DECISION MODIFICATIVE N°2/2017 ZONES INDUSTRIELLES

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DMs	Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DMs
	011 CHARGES A CARACTERE GENERAL			013 ATTENUATIONS DE CHARGES	
	012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	
	014 ATTENUATIONS DE PRODUITS			74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	
	65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	
	66 CHARGES FINANCIERES			78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	9 394.00 €
	67 CHARGES EXCEPTIONNELLES			042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	
	68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS				
	042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				
	023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	9 394.00 €			
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	9 394.00 €		TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	9 394.00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DMs	Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DMs
	10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	
	13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			13 SUBVENTIONS INVESTISSEMENT RECUES	
	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	4 545.00 €
	21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES			040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	
	23 IMMOBILISATIONS EN COURS	13 939.00 €		041 OPERATIONS PATRIMONIALES	
	040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	9 394.00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	13 939.00 €		TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	13 939.00 €

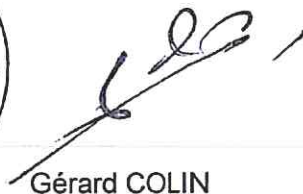
DM n°2 ZONES INDUSTRIELLES

CHAPITRE BUDGETAIRE		LIGNE BUDGETAIRE	S E N S	BUDGET PRIMITIF + DM n°1	DM n°2	EXPLICATIONS
Opération	Chapitre					
PAS D'OPERATION	78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	R	0.00 €	9 394.00 €	Mise à jour des provisions 2017
PAS D'OPERATION	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	R	0.00 €	4 545.00 €	Dépôts de garantie nouveaux baux et coworking
PAS D'OPERATION	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	D	935 196.46 €	13 939.00 €	
PAS D'OPERATION	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	R	157 778.39 €	9 394.00 €	Equilibre de la DM
PAS D'OPERATION	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	D	157 778.39 €	9 394.00 €	

Pour extrait certifié conforme,
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,


Gérard COLIN

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Département de Seine-Maritime
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,

Le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 09 - Séance du 13/12/17 est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture 15/12/17

Date de publication : 15/12/17 Le Président,

G. COLIN



Accusé de réception en préfecture
076-200069839-20171213-171213-09-DE
Date de télétransmission : 15/12/2017
Date de réception préfecture : 15/12/2017